

Formation professionnelle pour tous

En 2008 à Genève, sur près de 4'000 jeunes sortant du Cycle d'Orientation, 200 n'avaient aucune perspective pour la suite de leur formation. Au mois de novembre, sur ces 200 jeunes, 75 avaient des projets de formation précis, 25 avaient un projet et un encadrement, 34 avaient quitté Genève, 35 étaient non localisés, 31 étaient en rupture ou en voie de l'être (source OFPC). **Selon les estimations de la Ville de Genève, pas moins de 700 jeunes entre 15 et 19 ans se trouveraient aujourd'hui hors de toute filière de formation.**

Ces jeunes sont confronté-e-s à des difficultés scolaires qui les empêchent de poursuivre des études et à des problèmes d'insertion sur un « marché de la formation » de plus en plus dur - tout cela dans un contexte qui n'offre pratiquement aucune possibilité de trouver un emploi lorsqu'on n'a pas de qualification. Pour les jeunes sans statut légal (250 environ), l'impasse est encore plus grande : même si leur niveau scolaire le leur permet, un apprentissage est exclu. La loi fédérale considère en effet l'apprentissage comme une prise d'emploi, ce qui exige d'avoir un permis de travail et donc un permis de séjour.

*« Si ma situation ne s'arrange pas, je devrai m'en aller avec mes filles. Surtout Luna, c'est une enfant qui préfère les choses plus pratiques, elle pourrait faire un apprentissage après le cycle (...) Mais si elle souhaite faire un apprentissage, elle ne pourra pas le faire ici, tant que nous serons sans statut. »**

Jackeline, Équatorienne, en Suisse avec ses filles depuis 9 ans

*« Plus je grandis, plus cette situation devient intenable, parce que de nouvelles activités me sont interdites. Je me trouve peu à peu exclue du monde qui m'a permis, malgré tout, un certain nombre de choses. »**

Oriana, Colombienne, en Suisse depuis 9 ans

* L. Carreras et C. Perregaux, *Histoire de vie, histoires de papiers*, CCSI/Ed. d'en bas, Lausanne, 2002, pp. 114 et 155

Cette situation est extrêmement préoccupante. La Convention relative aux droits de l'enfant, que la Suisse a ratifiée en 1997, invite les Etats à considérer que le droit à l'éducation et à la formation fait partie intégrante des droits de l'enfant. En ce sens, les signataires s'engagent à tout mettre en œuvre pour que ce droit soit effectif. **Genève ne peut pas laisser ses jeunes en rade.** Nous invitons donc les autorités à prendre des mesures concrètes pour permettre aux jeunes en difficulté (que ce soit à cause de leur parcours et/ou de leur statut légal) à trouver leur place dans notre société grâce à une formation adaptée qui leur permette ultérieurement de s'insérer dans le monde du travail.

Les États parties reconnaissent le droit de l'enfant (0 à 18 ans) à l'éducation, et en particulier, en vue d'assurer l'exercice de ce droit progressivement et sur la base de l'égalité des chances :

- a) ils rendent l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous;
- b) ils encouragent l'organisation de différentes formes d'enseignement secondaire, tant général que professionnel, les rendent ouvertes et accessibles à tout enfant, et prennent des mesures appropriées telles que l'instauration de la gratuité de l'enseignement et l'offre d'une aide financière en cas de besoin.

extrait de l'art. 28 de la **Convention relative aux droits de l'enfant**

Cette pétition est lancée par la Marche mondiale suisse dont les membres sont : Association des Familles Monoparentale (AFM), Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE), Centre Association Païdos, Centre de conseils et d'appui pour les jeunes en matière de droits de l'homme (CODAP), Commission tiers monde de l'Eglise catholique (COTMEC), Défense des Enfants International (DEI) section suisse, Enfants du Monde (EDM), Groupe de liaison genevois des associations de jeunesse (GLAJ), Magasin du Monde, pro jeunesse Genève, Mouvement de l'Apostolat des Enfants et Préadolescents - Action Catholique des Enfants (MADEP-ACE), Mouvement Populaire des Familles (MPF), Terre des Hommes Suisse (TDH).

Elle est soutenue à ce jour par : Centre de Contact Suisses Immigrés (CCSI) Genève; Collectif de soutien aux sans-papiers de Genève.

Retourner cette liste même partiellement remplie jusqu'au 15 novembre 2009 à :
Marche mondiale, Case postale 417, 1211 Genève 17